

INFORMATION

**Déclaration individuelle relative aux opérations des personnes
mentionnées à l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier sur les titres de la société**

**LA PRESENTE NOTIFICATION N'A PAS FAIT L'OBJET D'UN CONTROLE DE L'AMF ET EST ETABLIE
SOUS LA RESPONSABILITE EXCLUSIVE DU DECLARANT.**

**NOM /FONCTION DE LA PERSONNE EXERCANT DES RESPONSABILITES DIRIGEANTES OU DE LA
PERSONNE ETROITEMENT LIEE :**

FINANCIERE DE L'ODET Société Anonyme personne morale liée à Vincent Bolloré, Administrateur et Président-Directeur
Général de Bolloré

NOTIFICATION INITIALE / MODIFICATION:

Notification initiale

COORDONNEES DE L'EMETTEUR

NOM : BOLLORE

LEI : 969500LEKCHH6VV86P94

DETAIL DE LA TRANSACTION

DATE DE LA TRANSACTION : 13 décembre 2018

LIEU DE LA TRANSACTION : Euronext Paris

NATURE DE LA TRANSACTION : Acquisition

DESCRIPTION DE L'INSTRUMENT FINANCIER : Action

CODE D'IDENTIFICATION DE L'INSTRUMENT FINANCIER : FR0000039299

INFORMATION DETAILLEE PAR OPERATION

PRIX UNITAIRE : 3.4920 Euro

VOLUME : 12 237.0000

PRIX UNITAIRE : 3.4940 Euro

VOLUME : 1 800.0000

PRIX UNITAIRE : 3.4960 Euro

VOLUME : 1 577.0000

PRIX UNITAIRE : 3.4980 Euro

VOLUME : 9 050.0000

PRIX UNITAIRE : 3.5000 Euro

VOLUME : 342 738.0000

PRIX UNITAIRE : 3.5060 Euro

VOLUME : 4 047.0000

PRIX UNITAIRE : 3.5080 Euro

VOLUME : 3 979.0000

PRIX UNITAIRE : 3.5100 Euro

VOLUME : 5 524.0000

PRIX UNITAIRE : 3.5120 Euro

VOLUME : 5 501.0000

PRIX UNITAIRE : 3.5140 Euro

VOLUME : 5 800.0000

INFORMATIONS AGREGÉES

PRIX : 3.5003 Euro

VOLUME : 392 253.0000

TRANSACTION LIÉE À L'EXERCICE DE PROGRAMMES D'OPTIONS SUR ACTIONS : NON

DATE DE RÉCEPTION DE LA NOTIFICATION : 18 décembre 2018

COMMENTAIRES :

L'achat des 2 418 580 actions Bolloré (au cours moyen pondéré de 3,5943 euros) fait l'objet de plusieurs dépôts sur Onde (76 cours).

"Les données à caractère personnel collectées par le biais de ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique réservé à l'usage exclusif de l'AMF pour l'accomplissement de ses missions. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les personnes physiques concernées peuvent exercer leur droit d'accès aux données, et le cas échéant, les faire rectifier en s'adressant à la Direction des Émetteurs à l'AMF."